



# PERSPECTIVES

ANALYSE

## L'Égypte après la Tunisie...

Politologues sous le pseudonyme commun de Mahmoud Hussein, Adel Rifaat et Bahgat el-Nadi, Français d'origine égyptienne, anciens marxistes devenus aussi exégètes du Coran, analysent les causes et l'onde de choc créées par ces révolutions.

**De Téhéran à Rabat en passant par Damas ou Amman, tous regardent Le Caire après Tunis. Pourquoi?**

Ces deux révolutions annoncent au monde arabe une grande nouvelle: il existe une issue pour sortir de l'impasse dans laquelle tous ces peuples, depuis des décennies, se sentaient piégés. Jusque-là, le choix qui semblait s'offrir à eux, c'était soit supporter des dictatures corrompues et délégitimées, soit accepter l'avènement de partis intégristes, que l'on supposait

Il y a un mois, personne n'aurait parié sur la chute de Ben Ali ni sur celle de Moubarak

seuls susceptibles de renverser ces dictatures. La Tunisie brise la malédiction et l'Égypte la pulvérise de par son poids politique et démographique. Elles montrent que cette impasse était un trompe-l'œil. Que l'option de la liberté, de la dignité, du droit, existe. Que ce n'est pas une hallucination d'intellectuels coupés de la réalité, mais que c'est, au contraire, un désir profond et partagé. Le courage, la persévérance, la maturité tranquille du peuple tunisien lui ont permis d'affirmer ce désir et de continuer à le proclamer, malgré la sauvage répression. Et ce, jusqu'à cette victoire décisive: la chute de Ben Ali. C'est à partir de là que l'événement tunisien devient un exemple. Parce qu'il met fin à la rengaine de l'impotence. Là, contrairement à l'Iran après les dernières élections, le peuple a gagné. Et, dans l'imaginaire arabe, cela change tout...

**Est-ce qu'il y a des différences entre ces mouvements de contestation?**

Bien sûr, mais l'Égypte montre maintenant que, au-delà même des différences, il y a un aspect de la situation commun à tous les régimes arabes séculiers: le degré avancé de la crise qu'ils traversent. Crise politique et morale autant que socio-économique. Leurs dirigeants sont honnis, ils ne commandent plus aucun respect, ils ne commandent que la peur et il suffit de vaincre cette peur...

**Comment naît une révolution?**

C'est a posteriori qu'on peut expliquer pourquoi elle est née en Tunisie. Il y a un mois, personne n'aurait parié sur la chute de Ben Ali ni sur celle d'Hosni Moubarak. Il ne suffit pas de noter, dans tel ou tel pays, les éléments favorables au déclenchement d'une révolution. Il y a une alchimie, intrinsèque au déroulement des événements, qui fait que tous ces éléments débouchent ou non sur l'explosion. Il ne suffit pas d'avoir de l'uranium enrichi pour faire exploser une bombe atomique. Il faut avoir la formule permettant la réaction en chaîne.

En politique, cette formule est mystérieuse, imprévisible. La Tunisie l'a découverte en chemin. L'Égypte a pris le relais. On peut cependant insister sur ce fait, assez général: un



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Ceux qui croyaient que Jean Charest se laisserait abattre se sont-ils trompés?

## Le va-tout de Jean Charest

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Comme un chat, Jean Charest, le politicien, possède neuf vies, on le sait. «Mais sans doute qu'il les a toutes épuisées», laisse tomber le politologue Jean-Herman Guay. Ce dernier croit que l'opinion est véritablement cristallisée contre Jean Charest. Pour reprendre le mot du collègue Michel David, il s'agirait d'un «homme brûlé».

Cette thèse, le premier ministre lui-même ainsi que son entourage refusent bien entendu de l'adopter. Selon eux, Jean Charest possède plusieurs cartes dans son jeu. D'où «l'opération second souffle», jolie expression forgée cette semaine par l'analyste politique de Radio-Canada Pierre Duchesne: nomination de Diane Lemieux à la Commission de la construction; changement de chef de cabinet: on passe d'un Marc Croteau «trop fonctionnaire» à un Luc Bastien habitué aux officines libérales depuis trois décennies. Miniremaniement axé sur la compétence des nouveaux venus. Ce que même les oppositions ont salué. La péquiste Agnès Maltais a parlé de Geoffrey Kelley, de retour aux Affaires autochtones, comme d'un «gentleman». Et la promotion tant attendue du docteur en économie Alain Paquet a été applaudie par le chef adéquate Gérard Deltell, lequel est même allé jusqu'à dire que le premier ministre l'avait «enfin écouté» en faisant entrer M. Paquet dans le Saint des Saints. Puis, à la fin du mois, Jean Charest prononcera un discours d'ouverture donnant vie à une nouvelle session parlementaire, gestes qu'il a confirmés hier.

**Quelles cartes?**

Dans l'entourage du premier ministre, on le répète (on le «spindoctorise»): ceux qui croyaient que Jean Charest se laisserait abattre par les sondages catastrophiques (75 % de mécontentement), ceux qui l'imaginaient partir tel un Gordon Campbell (premier ministre de la Colombie-Britannique qui a démissionné en disgrâce récemment), «se sont trompés».

Même s'il a nié vigoureusement encore hier avoir lancé une «opération second souffle», Jean Charest a décidé de jouer ses cartes. Toutes ses cartes. «Il tente le tout pour le

tout», dit Jean-Herman Guay. Dans les cercles libéraux, certaines personnes soutiennent confidentiellement qu'il n'a «pas une très bonne main».

Justement, avec l'aide de quelques observateurs (et «sources»), examinons certaines des cartes qu'il tient de ses deux fameuses mains... et d'autres qu'il ne contrôle pas encore, mais qui pourraient tomber dans son jeu.

■ Jusqu'au mois d'avril, son adversaire péquiste aura la tête occupée à préparer son congrès. Il est possible, malgré tout l'effort que Pauline Marois déploie, que le PQ se lance dans ses querelles internes. Chose certaine, dit un observateur, «jusqu'au vote de confiance, Pauline Marois sera forcée de donner plus dans le constitutionnel. Et Jean Charest est bon pour répondre dans ce temp-là». Déjà, il fallait entendre le premier ministre, mardi, souligner avec délectation que Mme Marois avait commencé à parler de la possibilité de tenir un référendum sur la souveraineté au cours du premier mandat. «Notre priorité à nous, c'est l'économie», martèlera-t-il.

■ Si l'ex-ministre péquiste François Legault réussit à publier son manifeste de la «gauche efficace» ou du «centre droit» lucide, le PQ, encore, pourrait s'en trouver bouleversé. Jean Charest s'en servira probablement pour accentuer la division dans les rangs péquistes, mais aussi adéquistes. «Quand Legault va arriver — s'il arrive! — c'est sûr que ça va changer la donne», souligne l'ancien conseiller de Robert Bourassa Jean-Claude Rivest, aujourd'hui sénateur.

■ L'opération Marteau commence à donner des résultats. L'arrestation, jeudi, d'une ex-maîtresse, d'un entrepreneur et d'ingénieurs d'une grande firme (Roche) n'est certainement pas sans importance. Ce ne sont pas de «petits poissons», note Jean-Herman Guay. Les libéraux auront beau jeu, mardi à la première période de questions de 2011, de souligner ces résultats de l'opération mise en place. L'ex-ministre de la Sécurité publique Jacques Dupuis est même sorti de sa retraite pour commenter l'affai-

re, à l'émission du «vrai négociateur» Claude Poirier, à LCN, hier: «Tout comme la population, moi aussi, j'ai exprimé une certaine impatience quand j'occupais le poste de ministre, a-t-il raconté. [Jeudi], j'ai entendu des soupirs de soulagement dans les médias», a déclaré M. Dupuis. L'opération Marteau pourrait bien ne pas être la seule mesure prise en catastrophe depuis mars 2009 qui s'apprête à donner des résultats. Jeudi, le ministre des Affaires municipales ordonnait aussi la mise en tutelle de la municipalité de Lamarche, au Saguenay, confiant du coup à la Commission de la construction le soin d'y mener une enquête. S'il veut profiter de cette «carte», Jean Charest devra toutefois se montrer plus ouvert aux demandes des juristes et des procureurs de la Couronne, lesquels ont la capacité de bloquer l'évolution des choses. Au reste, la création d'un «mécanisme permanent» de lutte contre la corruption dans le monde de la construction sera une occasion de concrétiser cette carte.

**Une élection fédérale est une bonne occasion pour le premier ministre du Québec de se poser en défenseur des intérêts du Québec**

■ Sur les minières en général et les gaz de schiste en particulier, la volte-face du gouvernement n'est pas totale — puisqu'aucun moratoire sur les seconds n'est proclamé — mais le changement de ton est manifeste. Après le ministre de l'Environnement, Pierre Arcand, qui déploierait la «perte de contrôle» de l'industrie, c'est le ministre délégué aux Mines, Serge Simard, qui déclarait au Devoir hier que «très souvent», dans cette industrie, le gouvernement «fait affaire avec des gens qui outrepassent les bonnes façons de faire». M. Simard a même ajouté: «Les compagnies qui ne respectent pas les règles n'auront pas l'occasion de faire des affaires très longtemps au Québec.» Quel contraste avec la réponse qu'il faisait régulièrement lorsque l'opposition soulignait le non-respect des lois sur les mines. Exemple du 2 avril 2009: «L'Institut Fraser [...] dit que le Québec est reconnu comme le milieu au monde le plus favorable à l'investissement. [...] C'est important encore une fois que les gens viennent investir au Québec pour développer le secteur minier.» Le rapport du BAPE sur le gaz de

schiste et les travaux parlementaires sur le projet de loi 79 visant à moderniser la Loi sur les mines seront deux occasions d'approfondir et d'officialiser le changement de ton du gouvernement.

■ Autre carte potentielle: la perspective d'élections générales au fédéral. «Je lui en souhaite», n'hésite pas une seconde à dire Jean-Claude Rivest, parlant de Jean Charest. Pourquoi? Une élection fédérale, c'est comme un été ou les Fêtes, sur le plan de la communication, plaide M. Rivest. Ça permet de passer en dessous du radar des nouvelles. «Ce serait toute une pause pour lui, pendant laquelle il pourrait se repositionner.» Certains libéraux soulignent aussi qu'une élection fédérale est toujours une bonne occasion pour le premier ministre du Québec de se poser en «défenseur des intérêts du Québec» en formulant des demandes aux partis fédéraux. En 2006, on misa sur la nation, l'UNESCO, le fédéralisme d'ouverture. En 2008, les libéraux Monique Jérôme-Forget, Christine St-Pierre et d'autres en avaient profité pour se colleter avec les fédéraux. St-Pierre avait même condamné les coupes des conservateurs en culture en invoquant la reconnaissance, deux ans plus tôt, de la «nation». Jean Charest en avait profité pour réclamer ni plus ni moins que la maîtrise d'œuvre en matière de culture... dossier qui n'a aucunement avancé depuis. Malgré tout, «cette fois encore, il gagnerait à jouer la carte du nationalisme pendant des élections fédérales», croit Jean-Herman Guay.

En somme, Jean Charest n'est pas totalement démuné à la veille du retour des travaux parlementaires. Il pourrait même réussir à reprendre le contrôle de l'ordre du jour, dit Jean-Claude Rivest, en ajoutant qu'il «ne faut pas trop s'illusionner». De vieux spectres viendront toutefois le hanter, notamment celui de Marc Bellemare, devant les tribunaux.

L'usure du pouvoir le plombera aussi. Selon Jean-Herman Guay, celui qui a été chef libéral presque aussi longtemps que Louis-Alexandre Taschereau ne doit pas s'illusionner, en son for intérieur: «Il attend l'embellie pour partir. Ainsi, sa sortie ne se fera pas en pleine débâcle. C'est pour ce scénario-là d'abord et avant tout qu'il travaille aussi fort.»

Le Devoir

## PERSPECTIVES

## Les dromadaires de Moubarak



GIL COURTEMANCHE

Laissez-moi vous raconter la triste et exemplaire histoire d'Ayman Nour en guise d'illustration de la cruelle perversité du régime égyptien. C'est la descendance aux enfers d'un petit homme courtois et blagueur qui s'est déjà décrit comme «le poil à gratter» de Moubarak. Brillant avocat et journaliste, Nour devient député en 2004 et fonde le parti libéral laïque el-Ghad quelques mois plus tard. Malgré son immunité parlementaire (salut la Constitution!), il est emprisonné en 2005, accusé d'avoir fabriqué de faux documents lors de la fondation de son parti.

Libéré quelque temps plus tard, il se présente à la présidence lors des élections de 2005. Malgré un programme un peu fumeux, il séduit les jeunes éduqués par son franc-parler et son audace. Il ne récolte que 8 % des voix contre les 89 % de Moubarak. Pas de quoi énerver un dictateur. Et pourtant. On reprend le procès pour faux et, à l'issue d'une grossière mascarade, Ayman Nour est condamné à cinq ans de prison ferme.

L'homme a une santé fragile, mais malgré son diabète et un cœur fragile, il entreprend une grève de la faim qui le mènera à l'hôpital. Même alité ou emprisonné, l'homme dérange. Des incendies ravagent en 2007 les bureaux de son parti, de la fondation qu'il préside et de son cabinet d'avocats. En prison il est torturé. Il réussit à faire sortir des messages et des articles qui décrivent le traitement ignoble dont il fait l'objet. Il dépose 1200 plaintes. L'intervention personnelle de Barack Obama assure enfin sa libération, ce qui en fait automatiquement un «homme de Washington», étiquette largement maudite en Égypte.

Libéré, il poursuit le ministère de l'Intérieur pour qu'on lui rembourse le coût des dommages causés lors des incendies. Le gouvernement réplique par une poursuite pour impôts impayés et dépose les dossiers de vingt-trois Ayman Nour, dont un propriétaire de garderie et un autre fournisseur d'Internet. Deux millions et demi pour l'avocat qui ne travaille plus et qui ne parvient pas à toucher son héritage, gelé par des tracasseries administratives.

Nour retire sa poursuite et les autorités oublient la leur. Il est privé de droits civiques, interdit bancaire et, quand des universités l'invitent à prononcer des conférences, les invitations sont annulées mystérieusement sans aucune explication. «Le poil à gratter» de Moubarak ne baisse pas les bras malgré sa femme qui n'en pouvait plus et qui l'a quitté et bien qu'il doive survivre en vendant le peu de biens personnels qu'il possède encore. On l'a vu sur la place Tahrir.

Cette histoire illustre trop bien comment cette dictature mène la lutte contre l'opposition; combattre les idées, certes, mais surtout attaquer les personnes dans leur corps et leur âme. Tenter de les priver de dignité, de briser leur résistance et celle des personnes qui les entourent.

C'est cette même tentative de destruction de la fibre humaine que décrit l'écrivain égyptien Naguib Mahfouz, Prix Nobel de littérature, dans son très court roman *Karnak Café*, traduit récemment en français. Écrit en 1971, le livre décrit avec tendresse et tristesse la vie de quelques jeunes idéalistes que la machine répressive transformera en loques humaines. Toujours d'actualité.

## Le chaos

Moubarak ne veut pas rester au pouvoir. Il est fatigué et ne souhaite que le repos bien mérité du guerrier amoureux de sa patrie. C'est lui-même qui l'a dit cette semaine lors d'une entrevue au réseau américain ABC. S'il reste, c'est pour sauver l'Égypte éternelle et l'empêcher de tomber dans le chaos.

Mercredi après-midi, les manifestants profitaient du soleil sur la place Tahrir. Tout était paisible. Puis soudainement le chaos. Une horde de chevaux et de dromadaires foncent à travers la foule. Les cavaliers brandissent des gourdes et tabassent les opposants. Comme dans un film surréaliste. Ils se présentent comme des guides qui travaillent aux pyramides de Gizeh et qui, faute de touristes, sont privés de leur gagne-pain.

Tous les guides aux pyramides travaillent en collaboration avec le ministère de l'Intérieur. Ils sont employés, informateurs, collaborateurs. Ce sont des petits insectes de la jungle sécuritaire. Nuit de mercredi. Le chaos que prédisait Moubarak. Des manifestants pro-Moubarak attaquent les manifestants anti-Moubarak avec des pierres et des bombes incendiaires. Des centaines de blessés. Ce sont presque tous des policiers en civil et des agents de la sécurité qui se livrent à ces agressions.

Oui, Moubarak a raison, c'est le chaos. Le ministère de l'Intérieur compte 1,7 million d'employés, sans compter les informateurs. Ils sont partout, entre autres dans les hôtels qui entourent la place de la Libération, là où les journalistes habitent et sont victimes de harcèlement et d'intimidation. Ce sont ces sbires qui, les caméras étant toutes braquées sur le centre du Caire, ont investi le Centre juridique Hisham Moubarak. Plusieurs personnes ont été arrêtées, dont deux représentants d'Amnesty International et des représentants de Human Rights Watch.

Pointe maintenant un autre visage du chaos que Moubarak n'a pas précisé. On commence à le nommer: les islamistes des Frères musulmans. Tout ce qui existe de pro-Moubarak dans le monde (Israël en premier lieu) s'alarme. Il n'existe pas d'opposition structurée pour combler le vide que produirait un départ rapide du raïs. C'est vrai en partie. Mais ce vide, c'est précisément Moubarak qui l'a créé en profitant de notre silence diplomatique et intéressé. Sur la place Tahrir sont présents des centaines d'Ayman Nour. Pas certain qu'ils abandonnent leur révolution à une faction, même bien structurée.

## HAÏTI

## Le long chemin vers la stabilité démocratique

GOTSON PIERRE

Port-au-Prince — L'enjeu de la proclamation, le 3 février, des résultats définitifs du premier tour des élections législatives et présidentielles de novembre dernier était de savoir si Jude Célestin, candidat d'Inite (Unité), parti au pouvoir, resterait dans la course ou si, obéissant aux injonctions internationales, le Conseil électoral provisoire (CEP) l'écarterait au bénéfice du chanteur Michel Martelly, arrivé en troisième position dans les premiers résultats.

Il était impensable que le CEP puisse tenir tête à la communauté internationale, d'autant que les fraudes lors de la journée du vote, le 28 novembre, ont été établies par plusieurs organisations d'observation électorale. Mais, en même temps, nul n'ignorait l'intention du parti au pouvoir de pousser à la roue pour faire triompher coûte que coûte le dauphin du président René Préval.

C'est pourquoi la tension est vite retombée lorsque le pouvoir a semblé jeter du lest en acceptant que son candidat soit mis hors jeu, ouvrant la voie à un second tour, le 20 mars prochain, entre l'ex-première dame, Mirlande Manigat, arrivée en première position au premier tour, et le chanteur Martelly.

Des secteurs de l'opposition continuent cependant de rejeter ce processus et condamnent les manipulations intervenues dans la gestion du vote et des résultats électoraux, qui ont dû être réévalués par une mission de l'Organisation des États américains (OEA). Ils condamnent également «l'ingérence» étrangère. Allusion faite précisément aux recommandations de l'OEA qui ont été soutenues par l'ensemble de la communauté internationale et appliquées à la lettre par le CEP.

Les acteurs internationaux ont évidemment bien accueilli les résultats officiellement proclamés. À Washington, le secrétaire général de l'OEA, José Miguel Insulza, a exprimé son «appréciation» et son «respect» des résultats. Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, espère que cela servira à faire avancer le processus de formation d'un nouveau gouvernement démocratique. L'ambassadeur des États-Unis à Port-au-Prince, Kenneth Merten, a salué un «beau jour» pour Haïti.

## Une première

Ces réactions témoignent des préoccupations qui ont prévalu dans cette période confuse et du soulagement qu'a provoqué la fin d'une première étape compliquée et qui paraît remettre en question un régime qui a dominé la politique haïtienne durant les 20 dernières années.

Par ailleurs, en 25 ans d'expérience électorale moderne, c'est la première fois qu'un second tour d'élection présidentielle doit avoir lieu dans le pays, une situation qui avait été évitée de justesse en 2006 lorsque Préval avait en face de lui le candidat Leslie Manigat. Une formule de répartition de votes blancs avait alors été utilisée par le CEP pour permettre à Préval de réunir 50 % plus une



Des affiches du candidat écarté du deuxième tour, Jude Célestin, ornent encore les murs de Port-au-Prince.

voix, ce qu'exige la Constitution pour l'élection d'un candidat au premier tour.

Que réservera à Haïti cette expérience nouvelle? Permettra-t-elle de lancer, à l'occasion de la campagne, un véritable débat de société favorisant véritablement un choix éclairé? D'ailleurs, les Haïtiens auront-ils vraiment le choix de sortir d'une tradition politique et de gestion de la chose publique qui n'a favorisé que le populisme, l'exclusion et la pauvreté?

Autre enjeu important: ces élections détermineront l'équipe qui aura à conduire le grand programme de reconstruction d'Haïti, terrassé par le tremblement de terre du 12 janvier 2010 qui a fait 300 000 morts, et qui a jusqu'à présent mobilisé des promesses d'aide de 10 milliards de dollars de la part des bailleurs de fonds.

Cependant, ce processus électoral pourrait introduire également une situation politique unique au cours du dernier quart de siècle. Haïti risque d'avoir un président dont le parti est faiblement ou pas du tout représenté au Parlement, que pourrait remporter le secteur au pouvoir.

Le parti présidentiel a en effet obtenu une avance confortable au niveau législatif, alors que peu de candidats au Sénat et à la députa-

tion proches des deux qualifiés pour la présidentielle ont été élus au premier tour ou restent dans la course.

Trois des quatre élus au Sénat au premier tour appartiennent à Inite, qui conserve sept postulants dans la compétition pour le renouvellement du tiers du Sénat (composé de 30 membres). Seul un candidat d'Ayiti An Aksyon (Haïti en action, AAA), allié du Rassemblement des démocrates nationaux progressistes (RDNP) de Manigat, est qualifié pour le second tour des sénatoriales.

Au niveau des députés, 12 des 20 élus au premier tour sont issus d'Inite et, parmi les huit autres, seulement trois sont d'AAA. Pour les 79 sièges restant à

pourvoir au second tour, on compte, entre autres, 58 postulants d'Inite et seulement 7 d'AAA. Trois candidats à la députation représenteront Repons Peyizan (Réponse paysanne), la plateforme politique que Martelly représente dans la course à la présidentielle.

Mais une inconnue demeure: qu'est-ce qui se passera le 7 février, date constitutionnelle de la fin du mandat de Préval, qui bénéficie d'une loi controversée votée par le Parlement pour lui permettre de rester au pouvoir jusqu'au 14 mai?

Collaboration spéciale

## ÉGYPTE

SUITE DE LA PAGE B 1

peuple n'affronte pas tous les aléas et les risques, potentiellement terribles pour lui, d'une révolution simplement parce que la société est injuste. Il faut qu'il soit parvenu au sentiment que cette injustice est illégitime, intolérable. Bourguiba ou Nasser étaient pour leurs peuples les pères de l'indépendance. Cela pèse lourd dans les consciences. Ben Ali ou Moubarak ne sont plus que des parrains, entourés de cliques plus ou moins mafieuses. Devant le spectacle qu'ils donnent, les dernières dignes du respect ont cédé depuis longtemps.

## Il y a aussi des facteurs sociologiques?

Pour que s'exprime un besoin de liberté individuelle, il faut d'abord que soit née la figure moderne de l'individu. L'individu, c'est qui? C'est le fonctionnaire, l'universitaire, l'avocat, le médecin, l'ingénieur. C'est aussi, peu à peu, l'ouvrier industriel. Il s'agit d'un nouvel acteur social, né au forceps, sous pression coloniale, à partir de l'éclatement des communautés traditionnelles, tribales, urbaines ou villageoises. Avant son émergence, le besoin de liberté personnelle n'a pas de sens, le chef traditionnel parle pour les siens et tout est dit. Avec son émergence, des aspirations nouvelles commencent à s'exprimer.

Dans le monde arabe, elles vont lentement pénétrer les milieux religieux et, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, conduire au réformisme musulman, lequel, à son tour, va inspirer les premiers dirigeants du mouvement national au début du XX<sup>e</sup>. On débat alors de la question: comment pourrions-nous chasser l'occupant? En lui volant le secret de sa supériorité, c'est-à-dire en nous ouvrant à la pensée des Lumières, ou au contraire en nous crispant sur un fondamentalisme rigoureux? Le nationalisme sera-t-il à dominante laïque ou à dominante intégriste? L'histoire a tranché. Les nationalistes laïcistes ont historiquement gagné la partie. C'est l'époque où un grand intellectuel égyptien, l'ouléma Abdallah el-Nadim, a cette formule: «Le colonisateur est à la fois notre ennemi et notre professeur!»

## Les pères de l'indépendance sont tous issus de cette mouvance. Ont-ils favorisé ou bloqué l'épanouissement de l'individu?

Durant la phase ascendante de l'État national, les aspirations personnelles à la liberté et l'aspiration collective à l'indépendance et au développement s'enchevêtrent. L'individu y gagne un sentiment de «plus-être», une dignité exaltante, qu'il partage avec l'ensemble de ses concitoyens. Mais il accepte en contrepartie, au



Des manifestants hier, à Alexandrie

nom de l'unité nationale, la tutelle du zaïm, du chef charismatique. La faute historique imparadonnable, commise par l'ensemble de ces chefs, a été alors de confisquer à leur profit ce soutien populaire, de monopoliser toutes les initiatives politiques et de réprimer les velléités démocratiques montantes des classes moyennes et populaires.

Alors, la dialectique de la corruption et de la misère s'installe, elle entraîne des désillusions en chaîne et, après la disparition des pères fondateurs, elle conduit à la délégitimation de leurs héritiers. S'ensuit une longue phase de désespoir et d'impuissance, où les partis intégristes prolifèrent en appelant au retour de l'État théocratique. Ils apparaissent à beaucoup comme l'unique recours... C'est à cette phase de régression que vient de mettre fin la révolution tunisienne. Et l'Égypte a entendu le message.

## Dans la révolution tunisienne, qu'est-ce qui a le plus frappé l'opinion égyptienne?

On a retenu l'essentiel: que les Tunisiens n'ont pas attendu l'apparition d'un chef ou d'un parti pour se mettre en mouvement. Ils ont découvert leur force et leur unité en marchant, en commençant par vaincre la peur, et ils ont continué d'avancer malgré les morts qui tombaient. Ils se sont appuyés pour coordonner leurs actions en temps réel dans les réseaux sociaux. Enfin, une fois partis, ils n'ont rien accepté de moins que la chute du tyran. Que l'armée, au moment crucial,

ait pris le parti du peuple est un élément très important, que les esprits en Égypte ont parfaitement intégré. Tout le monde a conscience du prix à payer pour cela. Ne reculer devant aucun sacrifice, aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au point où l'armée sera confrontée au dilemme: lâcher le dictateur ou perdre son prestige en commettant un massacre.

## Quel est le poids de l'intégrisme dans tout cela?

Commençons par faire une distinction essentielle entre partis d'inspiration religieuse et partis intégristes, qui, eux, prônent l'établissement de la charia. En gros, c'est la différence entre Erdogan en Turquie et Ahmadinejad en Iran. Il faut comprendre que, là où on assiste à l'irruption de la liberté, les intégristes ne sont pas dans leur élément. La liberté signifie que l'on accorde du poids à la vie sur Terre, au rôle que chacun peut jouer dans la cité, à l'amélioration de ses conditions d'existence, à l'éducation...

Pour les intégristes, l'ici-bas n'a pas de valeur autonome, il ne se conçoit que comme un passage vers l'au-delà, comme un test pour mériter le paradis. Ceux qui manifestent aujourd'hui, même s'ils sont en majorité croyants et souvent pratiquants, ne sont pas dans cette optique. C'est pourquoi on peut dire sans crainte de se tromper que l'intégrisme ne pèse guère dans les événements qui secouent ces pays.

## Les islamistes ne risquent-ils pas de profiter des désillusions qu'entraînera nécessairement la démocratie?

Les manifestants égyptiens parlent de démocratie autant que de liberté et de fraternité. En Tunisie, ils parlaient plutôt de liberté, de dignité, de droits de la personne. Ce n'est pas le contenu de la démocratie qui est en cause, c'est le mot qui est peu utilisé. Sans doute parce qu'il évoque l'idée d'un modèle «clés en main», qui serait dicté par l'Occident, alors que les peuples arabes se réservent le droit d'apporter leurs propres touches à ce modèle. Certes, les islamistes pourraient profiter des désillusions à venir. Leur idéologie prolifère là où «ça va mal», là où les espoirs se détournent de l'ici-bas pour se reporter sur un État théocratique, garant de l'au-delà. Mais on ne peut tout de même pas bloquer dès le départ un processus démocratique au motif qu'à l'arrivée il pourrait déboucher sur une défaite. Ce serait condamner toute révolution.

Propos recueillis par Vincent Giret et Marc Semo Libération

## PERSPECTIVES

Le CRTC et l'avenir du Web

## Vers la fin d'un Internet illimité

En obligeant les petits fournisseurs d'accès à Internet à imiter les forfaits des grands joueurs, le CRTC, qui plaide pour l'équité, ne s'est pas fait d'amis. Portrait d'une tempête numérique.

FRANÇOIS DESJARDINS

À écouter la classe politique, des gens d'affaires et des groupes de consommateurs, c'est la fin du monde tel qu'on le connaît. La décision du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications du Canada (CRTC) ayant pour effet ultime de tuer les forfaits illimités chez les petits fournisseurs indépendants, qui louent de l'espace sur le réseau des grands, va limiter l'innovation et éliminer ce qu'il restait d'une certaine forme de concurrence. Tempête dans un verre d'eau ou moment décisif dans l'évolution numérique du pays? Et par-dessus tout, de quoi s'agit-il?

Commençons par l'essentiel. Au cours des dernières années, tous les grands fournisseurs d'accès ont instauré des systèmes de facturation à l'utilisation et des plafonds de téléchargement. Tous. Et précisons que Bell, Telus et les autres contrôlent la presque totalité du marché canadien.

Mais le scandale du jour est ailleurs: le CRTC permet maintenant à ces grands d'imposer ce même modèle aux petits fournisseurs, dont le modèle d'affaires, souvent, repose sur la popularité des forfaits illimités ou quasi illimités destinés aux gros utilisateurs. Des noms: TekSavvy, Electronic Box, etc. Ceux-ci représentent 6 % du marché au Canada, soit environ 550 000 clients, dont les trois quarts sont résidentiels.

Certes, le CRTC a aussi ordonné aux grands joueurs d'offrir à leurs clients de gros — ces petits fournisseurs — un rabais de 15 % par rapport à ce que paient les clients réguliers. Mais le mal était fait.

Autrement dit, le seul espace de stationnement en ville où il était possible de payer 10 \$ pour laisser son auto pendant un mois est aujourd'hui surveillé par un agent qui demande 2 \$ pour la journée. Un prolongement? Payez à l'heure.

## Exemples

Concrètement, chez un petit fournisseur indépendant, un forfait permettant de télécharger 250 gigaoctets par mois — ce qui est gigantesque — sera ramené à 60 gigaoctets. Pour chaque octet additionnel consommé par le client, Bell, par exemple, pourra facturer davantage. Que représente un gigaoctet? Le téléchargement d'un film consomme environ 4 gigaoctets. Selon le CRTC, l'internaute moyen consomme 15,4 gigaoctets par mois, un chiffre qui n'est pas appelé à diminuer.

Pour justifier sa décision, le CRTC a fait valoir qu'il est ici question d'équité. «La facturation fondée sur l'utilisation constitue un principe légitime pour les services Internet. Nous sommes convaincus qu'il n'y a aucune différence entre les services Internet et les autres services publics, et que la grande majorité des utilisateurs Internet ne devraient pas avoir à subventionner les grands utilisateurs», a dit jeudi Konrad von Finckenstein lors d'une séance du comité



HEINO KALIS REUTERS

Le CRTC permet aux grands fournisseurs d'accès à Internet d'imposer de nouvelles règles aux petits fournisseurs.

de l'Industrie.

Il faut dire que les dernières années ont été marquées par un changement de paradigme important. L'internaute ne fait plus que consulter ses courriels, il télécharge des albums de musique, branche son PlayStation sur le Web pour jouer en ligne, visionne des émissions de télévision sur Tou.tv, peut télécharger ses jeux vidéo au lieu de les acheter au magasin, louer des films sur Netflix.ca, etc. En prévision de ce qui s'en vient, les nouveaux téléviseurs peuvent se brancher à Internet.

En gros, la consommation de bande passante s'accroît rapidement, une situation que l'on pourrait comparer à une autoroute à laquelle on doit sans cesse ajouter des voies pour accommoder la hausse du nombre d'automobilistes.

## Finie la concurrence

Or les groupes de consommateurs — et le cabinet Harper — reprochent au CRTC de s'être rangé du côté des grandes compagnies. Du coup, disent-ils, l'organisme a cautionné une fois pour toutes la mise en place d'un système où les fournisseurs d'accès comme Bell — qui est aussi un producteur de contenu consommable sur Internet — s'assurent que plus rien n'échappe à la logique du profit. Et que la concurrence, du coup, a été envoyée au tapis.

«Bien sûr, les efforts visant à offrir aux consommateurs un accès Internet accru à prix raisonnable comportent des défis. Mais la décision du CRTC n'était pas la bonne», a écrit jeudi le ministre de l'Industrie, Tony Clement, sur son profil Twitter.

Lors d'une première prise de position du CRTC

en octobre 2010, le Canadian Network Operators Consortium (CNO), qui représente cette mosaïque de 20 petits joueurs, avait plaidé que la vie leur serait désormais plus difficile, car ils seraient carrément obligés d'imiter les forfaits des grands, au détriment du choix des consommateurs.

Le cabinet fédéral, dès le début de la semaine, s'est montré mal à l'aise devant la position du CRTC, un organisme avec lequel il a déjà croisé le fer. Mercredi soir, M. Clement a affirmé qu'il renverrait le CRTC à sa table à dessin, quitte à ce que le cabinet renverse lui-même la décision. Convoqué par le Comité de l'industrie jeudi, le président du CRTC a affirmé que, peu importe les propos du ministre, le CRTC allait reporter de deux mois l'application des nouvelles règles et réfléchir davantage.

L'argument selon lequel il est injuste de demander à des utilisateurs légers de subventionner les plus gourmands ne tient pas debout, selon Michael Geist, professeur de droit à l'Université d'Ottawa et spécialiste des nouvelles technologies.

«Cela ne devrait pas constituer le point de départ d'une analyse. Dans le contexte canadien actuel, ça devrait être ceci: concurrence, concurrence, concurrence, a-t-il écrit dans une longue note publiée sur son blogue personnel hier. Étant donné l'absence de propos concernant l'état de la concurrence lors de l'allocation de M. von Finckenstein, il y a lieu d'être sceptique quant au résultat du réexamen que le CRTC compte faire.»

Le Devoir

## Les trois enveloppes



MICHEL DAVID

Homme d'une grande pondération, le député libéral de Jacques-Cartier, Geoff Kelley, a pourtant été incapable de se contenir le 18 janvier dernier durant les audiences de la commission parlementaire qui examinait le projet de loi sur la protection du patrimoine.

Ce qu'il avait lu au sujet du patrimoine autochtone dans le mémoire de la Fédération des chambres de commerce du Québec, qui craignait les «interprétations abusives, voire ésotériques», l'avait révolté.

«Dans le passé, on a tout fait pour leur enlever leur langue, on a tout fait pour effacer leur culture [...] Avec votre façon de penser, on va revenir à une époque où on a décidé de construire des terrains de golf sur les cimetières indiens [...] Les autochtones ont des droits, les autochtones ont une place sur le territoire québécois qu'il faut respecter», a lancé M. Kelley.

Le vice-président aux affaires publiques de la Fédération, Denis Hamel, a été un peu décontenancé par la vivacité de sa réaction. Comment pourrait-on concilier les exigences du développement avec les revendications des autochtones, qui considèrent comme patrimoniaux des «paysages invisibles», où spiritualité et nature sont indissociables?

M. Hamel aurait peut-être été moins surpris s'il avait su à quel point M. Kelley avait pris la cause autochtone à cœur durant les années où il a été responsable du dossier, que ce soit dans l'opposition (1999-2003) ou au gouvernement (2005-2007).

Personne n'a jamais compris pourquoi le premier ministre Charest avait renvoyé sur les banquettes arrière un homme aussi apprécié des Premières Nations. Sans parler du camouflage que sa rétrogradation constituait pour la communauté anglophone.

Confier le dossier à Pierre Corbeil après les élections de 2008 était une erreur. Non sans raison, les autochtones voyaient en lui un ami des compagnies minières. Néanmoins, mieux vaut tard que jamais: le retour en grâce de M. Kelley facilitera sans doute l'adhésion des autochtones au Plan Nord.

◆ ◆ ◆

La réaction des partis d'opposition au remaniement ministériel de jeudi était prévisible: au moment où le gouvernement demande à la population de se serrer la ceinture, voilà qu'il augmente le nombre de limousines pour calmer son caucus. Quand on n'a rien à dire, on fait de la démagogie. Avec 26 ministres, on est encore très loin des excès de Bernard Landry.

On peut toujours se demander si M. Corbeil est l'homme qu'il faut pour donner suite au rapport Pronovost, mais personne ne peut contester la nécessité d'un ministre de l'Agriculture à temps plein.

De la même façon, Nathalie Normandeau, déjà dépassée par ses responsabilités aux Ressources naturelles, n'était ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes qu'à titre symbolique. Jusqu'à présent, le porte-parole péquiste Bernard Drainville a eu la partie facile, mais Pierre Moreau est un débiteur retors, qui ne sera pas facile à mettre en boîte.

Le PQ a eu jadis des ministres responsables des Institutions financières aussi célèbres que Pierre-Marc Johnson ou Lise Payette. Alain Paquet est loin d'être aussi flamboyant, mais de malheureuses affaires comme celle de Norbourg témoignent de la nécessité de prêter une plus grande attention au dossier. M. Paquet a une bonne tête économique, dont le Conseil des ministres ne peut que bénéficier.

Le bureau de M. Charest a trouvé le mot juste en parlant d'un simple «ajustement» ministériel. Ce «sang neuf» ne modifiera pas de façon significative l'image du gouvernement, ni ses orientations, mais un peu de fraîcheur ne fait jamais de tort.

◆ ◆ ◆

Dans l'immédiat, le coup de filet de l'escouade Marteau à Boisbriand aura certainement plus d'effet sur l'opinion publique. Pour la première fois, une opération policière semble donner raison au gouvernement, qui répète depuis des mois qu'il faut laisser les policiers faire leur travail avant d'envisager la tenue d'une enquête sur la corruption dans l'industrie de la construction.

À la veille de la reprise des travaux de l'Assemblée nationale, il est difficile d'y voir une coïncidence. Mardi, le premier ministre aura enfin quelque chose de substantiel à opposer aux accusations de Pauline Marois.

Il a déclaré cette semaine avoir beaucoup de temps devant lui, mais son activité frénétique depuis la publication du rapport de la commission Bastarache traduit clairement un sentiment d'urgence.

Même les plus grands détracteurs de M. Charest reconnaissent son sens de l'humour. Au lendemain des élections du 14 avril 2003, alors que l'avenir s'ouvrait à lui, il se plaisait à raconter l'histoire du nouveau premier ministre qui trouve sur son bureau trois enveloppes laissées par son prédécesseur, avec la mention suivante: «À n'ouvrir qu'en cas de crise.»

Dans la première enveloppe, il est écrit: «Créer une mission.» Dans la deuxième enveloppe: «Remaniez votre cabinet.» Dans la troisième: «Préparez trois enveloppes.» Il ne fait pas de doute que M. Charest adore son métier et qu'il rêve d'un quatrième mandat qui le ferait passer à l'histoire, mais il sait aussi qu'il en est à la dernière enveloppe.

m david@ledevoir.com

## Bouleversement politique en Alberta

En une semaine, la province a perdu son premier ministre, son ministre des Finances et son chef de l'opposition officielle

La province la plus riche du pays est en ébullition politique. La montée de la Wildrose Alliance, un parti de droite, et de l'Alberta Party, une formation au centre de l'échiquier, a forcé des départs en cascade qui pourraient transformer la province.

ALEC CASTONGUAY

Les observateurs politiques albertains les plus aguerris sont sous le choc. «Toutes les pièces importantes du jeu d'échecs bougent en même temps! Clairement, la dynastie du Parti conservateur, qui règne depuis 40 ans, est en danger», lance David Taras, politologue à la Mount Royal University, à Calgary.

Le 25 janvier dernier, le premier ministre Ed Stelmach a annoncé, à la surprise générale, qu'il démissionnait. Malmené dans les sondages par le nouveau parti de droite Wildrose Alliance, de la charismatique chef Danielle Smith, Ed Stelmach est parti avant de se faire éjecter par ses députés et militants inquiets. Le premier ministre était aussi en froid avec son ministre des Finances, Ted Morton, faucon fiscal, qui souhaitait présenter un budget équilibré dès cette année, au prix de nombreuses compressions. Ed Stelmach voulait attendre une année de plus avant de renouer avec les surplus.

Ed Stelmach restera en poste jusqu'à la fin de la course à la direction qui s'amorce chez les conservateurs. Dès le lendemain de l'annonce du premier ministre, Ted Morton a décidé de quitter son poste pour se lancer dans la course à la succession... sans avoir l'odieux de présenter un autre budget déficitaire dans une province habituée de nager dans les surplus.

Mardi, une semaine après le choc conservateur, c'était au tour de David Swann, le leader du Parti libéral, de démissionner. Chef de l'opposition officielle depuis deux ans, il n'aura même pas eu le temps de mener ses troupes en campagne électorale. Le Parti libéral, qui a perdu les 23 dernières élections et qui a huit députés au Parlement (les conservateurs en ont 67), est menacé par la naissance d'un nouveau parti, l'Alberta Party, qui cherche à le remplacer comme force au centre de l'échiquier politique. L'Alberta Party vient d'aller chercher son premier député, Dave Taylor, un transfuge libéral qui avait perdu face à David Swann dans la précédente course à la direction libérale. Plusieurs députés menaçant de

le suivre. David Swann a préféré partir avant de diriger un parti déchiré.

Les organisateurs du nouveau Alberta Party proviennent surtout de l'entourage du nouveau maire de Calgary, Naheed Nenshi, qui avait causé la surprise cet automne en devenant maire de la ville du pétrole.

«Les Albertains sont tannés des mêmes leaders, ils souhaitent un changement de génération», dit David Taras. Et ça bouge vite. Le Parti conservateur est déstabilisé par la force de la Wildrose Alliance et le Parti libéral, par celle de l'Alberta Party.»

Dans le cas du Parti libéral albertain, la menace est immédiate, affirme Frédéric Boily, de l'Université de l'Alberta, à Edmonton. «Le jeu politique est ouvert comme jamais. Et le Parti libéral est le plus en danger. Il n'a jamais réussi à s'imposer et, disons-le franchement, quand tu portes le nom "libéral" en Alberta, tu as deux prises contre toi! L'image de ce parti est mauvaise et la montée de l'Alberta Party pourrait signifier sa fin. Une fusion de gré ou de force est fort possible», dit-il.

Le Nouveau Parti démocratique, avec ses deux députés, resterait alors la voix de la gauche, tandis que l'Alberta Party pourrait aller chercher les voix du centre. «Soyons clairs, le centre en Alberta est plus à droite qu'au Québec», dit David Taras. N'empêche, il y a trop de joueurs au centre et à gauche, il va se passer quelque chose.»

## Un PC usé

La situation est différente au Parti conservateur, qui a pris le pouvoir il y a 40 ans. Après 11 majorités consécutives, l'usure du pouvoir semble s'installer. L'impopularité d'Ed Stelmach, peu charismatique, et la récession ont permis à la Wildrose de faire le plein d'appuis à droite du spectre politique. Le parti de la jeune chef Danielle Smith est à égalité dans les sondages avec le Parti conservateur. «Stelmach était un bon atout, c'est dommage de le voir partir!», dit Link Byfield, qui sera candidat aux élections pour la Wildrose dans la circonscription de Barrhead, à une heure au nord-ouest d'Edmonton. «Le PC a perdu beaucoup de crédibilité depuis deux ans. Je ne pense pas que le départ de Stelmach sera suffisant pour eux», ajoute-t-il.

Est-ce que Ted Morton est la solution? Réussira-t-il où il a échoué lors de la dernière course au leadership? «Beaucoup de ses appuis sont partis à la Wildrose dans les dernières années, alors ce n'est pas gagné pour lui», dit Frédéric Boily.

Des rumeurs persistantes laissent entendre



Ed Stelmach

REUTERS

que l'ancien ministre fédéral de l'Environnement, Jim Prentice, pourrait être sur les rangs. «S'il fait le saut, il va l'emporter. Il est très populaire chez les militants. Il est probablement le seul qui peut empêcher les conservateurs de perdre les prochaines élections», dit David Taras.

Le choix du chef et la stratégie qui en découlera auront une grande importance. «Si le Parti conservateur bouge vers la droite afin d'aller chercher les électeurs déçus qui se sont tournés vers la Wildrose, il va laisser le champ libre au centre pour l'Alberta Party. S'il ne fait rien, la Wildrose va continuer à l'embêter», dit David Taras.

Les courses au leadership qui s'amorcent dans les prochaines semaines vont accaparer l'attention. «Le visage politique de l'Alberta sera différent cet automne. La transformation sera importante. Mais à quel point et dans quel sens? Impossible de le prédire pour l'instant», affirme David Taras.

Le Devoir

# ÉDITORIAL

## Opération Marteau

### À quand le vrai travail ?

Attendues depuis longtemps, les arrestations effectuées jeudi dans le cadre de l'opération Marteau arrivent au bon moment: avant le déclenchement prévu de la grève des procureurs de la Couronne mardi qui vient, mais surtout avant la reprise des travaux à l'Assemblée nationale le même jour. Le hasard sert bien le gouvernement, mais le hasard a aussi ses limites.

**D**

epuis le début de 2011, le gouvernement Charest a entrepris de répondre de toutes les manières au mécontentement populaire, parfois en contrôlant le message (encore hier, en laissant entendre qu'il pourrait exiger davantage de redevances des compagnies gazières), parfois parce qu'il peut profiter des événements.

L'enquête menée par l'escouade Marteau sur l'attribution de contrats à Boisbriand est de cet ordre. Enclenchée depuis plus d'un an, elle a fini par déboucher. Le gouvernement, qui se réfugiait derrière les enquêtes policières pour ne pas agir, aura enfin de quoi répondre à l'opposition qui réclame une enquête publique sur la construction.

Mais, en lisant les propos tenus par les enquêteurs sur le système à l'œuvre à Boisbriand, il était impossible de ne pas faire le lien avec un *modus operandi* présent à une bien plus large échelle et que les médias, principalement *Le Devoir*, ont beaucoup décortiqué ces derniers mois.



JOSÉE BOILEAU

Dans une entrevue donnée à *La Presse*, le responsable de l'opération Marteau, le capitaine Eric Martin, a ainsi expliqué la manière dont, au Québec, les firmes d'ingénierie contrôlent le partage des contrats les plus lucratifs en matière de travaux publics (notamment en passant par des consortiums) et a ajouté que, «pour faire avancer des projets de construction, ou pour qu'ils soient autorisés, elles ont besoin de financer des partis politiques».

Le député de Québec Solidaire, Amir Khadir, a déjà fait un travail solide pour documenter le phénomène du financement des partis politiques, principalement du Parti libéral, par l'entremise de prête-noms issus de firmes d'ingénierie. Le fait que le Directeur général des élections n'a déclaré qu'une firme coupable démontre davantage le peu de moyens à sa disposition pour enquêter que la rareté du procédé.

Quant au partage des contrats, notre journaliste Kathleen Lévesque y a souvent consacré des articles détaillés, faisant par exemple état du «club des neuf» qui, en matière de génie-conseil, se répartissent des projets gouvernementaux. Les entrepreneurs de la grande région métropolitaine, eux, sont sous l'emprise d'un seul gros joueur qui distribue les contrats publics entre une trentaine de firmes.

On peut s'intéresser à tous ces cas individuellement, l'un après l'autre, en attendant chaque fois le résultat officiel des opérations policières, en se croisant les doigts pour que la preuve soit dévoilée (ce qui ne sera pas le cas si les personnes arrêtées plaident coupables) et en laissant aux journalistes l'odieuse tâche de faire des liens — au risque de se faire censurer, comme ç'aurait été le cas d'une télévision communautaire qui a eu le malheur d'interroger le maire de Mascouche sur ses rapports avec l'homme d'affaires Tony Accurso, racontait hier *La Presse*.

Où bien on considère que les révélations des opérations policières confirment le travail médiatique qui a cours depuis des mois, où chaque fois reviennent les mêmes noms et le même genre de ramifications. Tout cela n'est pas de l'ordre du hasard et oblige à jeter un regard d'ensemble. Cela est du ressort d'une enquête publique.

## La révolte égyptienne

### La pression Obama

**A**

près une semaine de pressions formulées à l'enseigne de la retenue, la Maison-Blanche a bouleversé le rythme comme le contenu de celles-ci en optant pour une stratégie beaucoup plus frontale à l'endroit du président Hosni Moubarak. Dans la journée de jeudi, le président Barack Obama a mené, non pas une offensive, mais bel et bien des offensives, qui plus est simultanées. Et ce, avec un objectif clair comme de l'eau de roche: le changement de régime auquel aspirent les Égyptiens doit commencer aujourd'hui et non demain.

Ce changement de ton, quelque peu brusque, a pour cause un froissement empreint d'une certaine vanité. Dans la matinée de mercredi, Moubarak a refusé de recevoir l'émissaire spécial d'Obama, Frank G. Wisner. Ce camouflet, le président égyptien l'a justifié en évoquant l'intervention publique du président américain, à ses yeux nulle et non avenue. Son excès de vanité? Lors d'un entretien accordé à la télévision américaine, le despote du Caire est allé jusqu'à marteler que, lui parti, le chaos s'installerait à demeure. Après tant d'autres, Moubarak aura donc sorti des boules à mites le «après moi le déluge».

Après avoir fermé la porte à Wisner, par ailleurs ami personnel de Moubarak, il y a eu une conversation au sommet qui s'est accompagnée de conversations latérales. Le vice-président américain, Joe Biden, s'est entretenu avec le vice-président égyptien, Omar Souleïman. Le ministre de la Défense, Robert Gates, a discuté avec son homologue Mohamed Tantawi. À ces exercices pour ainsi dire intra-muros s'en est greffé un autre, celui-là extra-muros: la secrétaire d'État Hillary Clinton a appelé des dirigeants des pays voisins pour qu'ils interviennent auprès de Moubarak.

Aux uns et aux autres, la Maison-Blanche a exprimé son désir de voir Moubarak remplacé par une troïka formée du ministre de la Défense, du chef des armées et de Souleïman dans le rôle de patron. Washington voudrait que ces derniers amorcent illico un processus de réforme constitutionnelle allant dans le sens d'une instauration de l'État de droit, du pluralisme démocratique, d'élections libres, etc. Pour ce faire, Obama invite Souleïman et ses proches à faire en sorte que les divers courants opposés au régime actuel, y compris les Frères musulmans, participent à cette réforme.

Echaudés, c'est le moins que l'on puisse dire, par des années de répression, des représentants de la confrérie des Frères musulmans ont eu pour réponse immédiate l'expression d'une crainte: il se pourrait fort bien qu'on leur tende un piège. Ici, il faut préciser qu'en tant que chef des services de renseignement depuis 1993, Souleïman a été évidemment à la pointe du combat contre eux. Quoi d'autre? Il est réputé pour avoir toujours été proche des Américains.

En ce qui concerne maintenant Mohamed el-Baradei, le visage mais non le chef de l'opposition, on est confronté pour ainsi dire à un imbroglio: Souleïman dit avoir invité les animateurs du soulèvement à une ronde de dialogues; el-Baradei, que les divers courants ont choisi comme porte-parole et éventuel négociateur en chef, dit ne pas avoir été contacté. Bref, il semble que tant et aussi longtemps que Moubarak se cramponnera, l'expectative régnera avec son cortège de violences.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSEÉ BOILEAU

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



## LETTRES

### Une nomination névralgique

La manchette de la une du *Devoir* du jeudi 3 février sur la nomination de Luc Bastien comme chef de cabinet de Jean Charest ne rend justice ni à la personne concernée, ni aux lecteurs du *Devoir* qui sont en droit de le connaître. Luc Bastien a été mentionné lors d'un témoignage de la commission Gomery, ayant obtenu un contrat de recherche de 10 000 \$ d'une agence impliquée dans le scandale. La commission n'a rien vu à noter dans ce mandat, qui, selon Luc Bastien, portait sur un tableau des régions du Québec.

Depuis plus de 40 ans, Luc Bastien œuvre au sein de la classe politique québécoise, essentiellement à titre de chercheur et, comme on dit dans le milieu, de «personne de dossier». Il a toujours été associé, comme le note *Le Devoir*, au «contenu» et non à l'organisation politique. À ce que je sache, il n'a jamais été lobbyiste.

En fait, Luc Bastien est très respecté dans le milieu politique. C'est quelqu'un qui sait écouter. Il est posé, discret, voire effacé. Il n'est sûrement pas controversé. Lorsqu'il a été «nommé» dans une audience de la commission Gomery, il a volontairement démissionné de son poste de chef de cabinet du ministre de la Justice, même s'il n'avait rien à se reprocher et que rien ne lui a d'ailleurs été reproché.

J'ai quitté l'activité politique québécoise depuis quelques années. Mais il m'apparaît

évident que le climat y est devenu beaucoup plus acrimonieux que par le passé. La nomination de Luc Bastien au poste névralgique du chef de cabinet du premier ministre pourrait être un geste important pour calmer les esprits. Tous les Québécois, les lecteurs du *Devoir* y compris, pourront en être plus heureux.

Marcel Côté  
Le 4 février 2011

### Vers des sources d'énergie renouvelables

Après avoir vu le documentaire de l'heure, *Chercher le courant*, je suis dérangé.

À l'heure où notre planète a besoin d'un virage serré vers les sources d'énergie renouvelables, je trouve désolant le fait que notre gouvernement ne mette pas plus d'énergie dans le développement de solutions de rechange à la production d'électricité. L'hydroélectricité était la meilleure méthode à l'époque de nos parents, ce n'est malheureusement plus le cas aujourd'hui, si on prend en compte les coûts externes liés à l'environnement, trop oubliés dans le passé. Pourquoi ne pas mettre plus de volonté politique dans les autres procédés, comme le développement du biogaz, un procédé qui dépollue en plus de produire de l'énergie, plus coûteux pour le moment, certes, mais rappelons-nous que l'industrie

hydroélectrique a elle aussi évolué dans le temps pour offrir de meilleurs rendements. C'est maintenant le temps d'investir pour un Québec plus propre et efficace. Nous avons la capacité et la technologie de devenir un leader mondial dans l'industrie la plus importante pour le développement économique, tout en conservant notre faune et nos espaces naturels qui font notre fierté nationale. Faisons-le!

Sébastien Langelier  
Montréal, le 3 février 2011

### Cessez de boire!

Dans *Le Devoir* du 2 février, M. Michael Binnion, p.-d.g. de Questerre Energy, défend l'industrie du gaz de schiste. C'est naturel et de bonne guerre. Il y a cependant une désinvolture inouïe qui sort de son argumentation. Cette désinvolture, par rapport aux inquiétudes des opposants à l'exploitation des gaz de schiste, se retrouve sous une forme condensée dans cette perle noire, cette petite phrase d'un aplomb stupéfiant: «Comme je dis toujours, si vous voulez que rien ne trouble votre santé, cessez de boire de la bière.»

Là est l'essentiel, M. Binnion: on peut cesser de boire de la bière; on ne peut pas se passer d'eau!

Gaétan Lebœuf  
Écrivain, compositeur  
Le 3 février 2011

## REVUE DE PRESSE

### De dollars et de démocratie

Manon Cornéliier

**L**a situation en Égypte et dans tout le monde arabe ne laisse personne indifférent et suscite un concert assez unanime d'appels à la démocratie, à la transition pacifique, au respect des droits fondamentaux et ainsi de suite.

Pour Lawrence Martin, du *Globe and Mail*, ces événements sont plutôt un prétexte pour s'interroger sur la santé de notre propre démocratie. Après tout, il y a un an, des Canadiens descendaient dans la rue pour protester contre la prorogation, un affront parmi d'autres commis par Stephen Harper, dit-il. Il rappelle qu'une étude récente a relégué le Canada au dernier rang de cinq démocraties en matière de transparence et d'accès à l'information. Et il y a les campagnes de publicités négatives qui sont devenues une affaire de routine, la Commission des nominations publiques toujours sans direction, des sénateurs conservateurs nommés et non élus, un système de comités parlementaires dysfonctionnel, certains chiens de garde transformés en toutous, la fonction publique muselée. Ceux qui osent dire la vérité en paient le prix. Les nominations partisans ont la cote. La période des questions aux Communautés ne va nulle part, la discipline de parti est impitoyable, comme le contrôle exercé par le bureau du premier ministre, un phénomène amorcé il y a longtemps sous les libéraux. «Ce ne sont que quelques illustrations de la manière dont notre système a décliné plutôt que de s'améliorer. Il y en a d'autres. Aussi, pendant que nous regardons les événements en Afrique du Nord et au Moyen-Orient et que nous espérons y voir la démocratie fleurir comme dans les pays de l'ancien Pacte de Varsovie, nous devrions garder une pensée pour notre propre système

démocratique», conclut cet ancien correspondant à Moscou durant l'ère soviétique.

James Travers, du *Toronto Star*, est plus mordant. Il pense que «le Canada devrait se regarder longtemps dans le miroir avant de parler de démocratie à l'Égypte», car lorsqu'il est question de démocratie et de reddition de comptes, le bilan de ce gouvernement «le prive de crédibilité et révèle son hypocrisie, réduisant la voix canadienne à un murmure». Travers rappelle que le gouvernement Harper a été l'un des premiers à refuser le résultat des élections palestiniennes ayant porté le Hamas au pouvoir. «Une erreur à bien des égards, car il ne tenait pas compte du fait que les Palestiniens avaient agi comme tous les électeurs du monde en punissant un gouvernement corrompu. On a confondu le symptôme du terrorisme avec le mal de l'oppression. Et cela a mis en relief le fait que les pays occidentaux appuient l'autodétermination pour autant que les choix locaux préservent les intérêts étrangers.» Aujourd'hui, le pragmatisme à court terme des Occidentaux se heurte aux réalités à long terme du Moyen-Orient, poursuit-il. «Pour être crédible au Moyen-Orient, le gouvernement fédéral doit présenter la démocratie comme un droit inaliénable et non pas comme un privilège à partager avec certains, mais pas d'autres. Et pour être pris au sérieux sur la scène internationale, il faut aussi montrer que rendre des comptes commence à la maison», conclut-il.

### Les taxes

Et à la maison, c'est le débat sur la fiscalité des entreprises qui a capté l'attention. Le premier ministre Stephen Harper n'a pas manqué d'alliés pour défendre la baisse d'impôt accordée le 1<sup>er</sup> janvier dernier et celle promise pour l'an prochain. Le *Halifax Chronicle-Herald*, *SunMedia*, le *Calgary Herald*, le *Victoria Times-Colonist* désap-

prouvent les libéraux qui menacent de défaire le budget si ces réductions ne sont pas annulées. Certains, comme le *Chronicle-Herald*, suggèrent aux partis de trouver un compromis, mais seulement pour éviter une élection.

Pour sa part, Susan Riley, de l'*Ottawa Citizen*, s'attarde au fond de la question. Elle a de la difficulté à croire qu'un parti puisse remporter des élections en faisant la promotion de baisses d'impôt pour les entreprises. Selon elle, pas besoin d'être marxiste pour être vexé à l'idée de voir baisser le taux d'imposition des entreprises canadiennes, un des plus avantageux des pays riches, et de voir que les premières à en profiter seront les grandes pétrolières et les banques. À son avis, l'idée choque le sens de la justice et de l'équité des Canadiens. Riley pense cependant que ce débat va s'essouffler avant les élections. Elle croit en fait que les véritables enjeux, comme la santé, les pensions, les investissements militaires, soient éclipsés par un concours entre les leaders et leurs visions. Les deux hommes offrent des messages à certains égards similaires, pense Riley. «Les deux parlent d'espoir et jouent sur la peur. Les questions de l'élection pourraient donc être ce que les électeurs craignent le plus: les immigrants illégaux, la criminalité endémique, les bombardiers russes et les recenseurs ou le fossé grandissant entre riches et pauvres, la détérioration des services sociaux et la stagnation des revenus de la classe moyenne. Si c'est le cas, Ignatieff a l'avantage», pense-t-elle, parce qu'il a cerné ce qui préoccupe les Canadiens. Il lui reste à mettre de la chair autour des os, mais le cœur de son message sonne déjà moins usé que celui de Harper, conclut Riley.

mcornellier@ledevoir.com

## IDÉES



Le Sommet de la Francophonie de 2008, qui s'est tenu à Québec au moment où éclatait la crise économique et financière mondiale, a constitué le premier forum de débat Nord-Sud en la matière.

## La Francophonie dans la gouvernance mondiale

ABDOU DIOUF

Secrétaire général de la Francophonie  
Nous publions des extraits de l'allocution prononcée hier devant le Conseil des relations internationales de Montréal par M. Diouf.

**J**e veux dire et redire, ici, que la Francophonie ne serait pas ce qu'elle est sans le Québec, sans cette volonté exemplaire qui vous anime de porter haut et fort les couleurs de la langue française, bien au-delà du continent nord-américain.

Le Québec, et plus particulièrement le Montréal international, le Montréal des affaires, de la création, de l'enseignement supérieur, de la recherche, de l'innovation, de la diversité culturelle, constitue pour nous un véritable laboratoire où s'expriment et se résolvent les défis et les tensions qui parcourent la société contemporaine mondialisée. Et ce n'est pas un hasard si le Sommet de la Francophonie, qui s'est tenu à Québec en 2008, au moment où éclatait la crise économique et financière mondiale, a constitué le premier forum de débat Nord-Sud en la matière.

À cet égard, il faut reconnaître que cette crise aura eu un double mérite.

Le mérite, tout d'abord, de nous faire prendre conscience, non pas tant, malheureusement, de notre interdépendance avérée, mais de la menace qu'elle pouvait constituer. Car s'il faut bien reconnaître que «le chacun pour soi» a été sérieusement mis à mal par la crise financière mondiale, il faut avouer, aussi, que la reconnaissance de cette interdépendance et les réactions qu'elle a provoquées dénotent encore une conception à deux vitesses de notre destin commun. Force est de constater, en effet, que le tribut payé par les pays du Sud à une crise qu'ils n'avaient pourtant pas provoquée n'a pas fait l'objet de la même sollicitude et du même empressement.

Le second mérite de cette crise aura été de briser — du moins je l'espère — le mythe de l'autorégulation des marchés, dans la mesure où nous avons vécu une crise de l'absence de normes adéquates, une crise du déficit d'un droit international adapté, une crise de l'absence d'éthique.

Et si la nécessité d'une nouvelle gouvernance mondiale est depuis lors en débat, particulièrement avec la création du G20, il faut, me semble-t-il, préciser de quelle gouvernance nous parlons. Car nous aurions beaucoup à craindre et à risquer si nous devions faire l'amalgame entre gouvernance économique mondiale et gouvernance mondiale.

Si la Francophonie adhère à la nécessité de renforcer la régulation financière, de réformer le système monétaire international, d'imaginer de nouvelles sources de financement du développement, elle n'entend, pour autant, ni affirmer le primat de l'économie et de la finance, de la marchandisation et du profit en toutes choses, ni se ranger à l'idée que maîtriser la mondialisation économique suffira à démocratiser la mondialisation.

### Valeurs et principes

En d'autres termes, si pertinentes soient les solutions apportées par le G20 aux grands défis économiques d'aujourd'hui, elles ne suffiront pas à pallier les carences politiques, normatives, institutionnelles de la société mondialisée, que rendent plus prégnantes encore notre interdépendance et l'interdépendance des différents problèmes que nous devons affronter.

Les grands défis ou les grands périls d'aujourd'hui n'ont besoin d'aucun visa pour franchir les frontières! Et ils s'affranchissent tout aussi allégrement de la sectorisation et de la spécialisation dans laquelle nous les enfermons encore trop souvent, aux dépens d'une vision intégrée.

Cette situation inédite ne nous laisse d'autre choix que d'intensifier la coopération internationale et de mettre en place, pour ce faire, non pas un gouvernement mondial, mais bien plutôt un cadre de valeurs et de principes communs, ainsi que des institutions et des pratiques renouvelées ou novatrices.

Je pense, notamment, à l'urgente nécessité de combler le déficit de démocratie et donc de légitimité qui perdure dans l'élaboration et la prise de décision au niveau international.

Toutes les solutions imparfaites et transitoires que nous voudrions proposer valent mieux que la sous-représentation, voire la non-prise en compte de certains pays, de certains continents, telles l'Afrique, l'Asie, ou l'Amérique latine, dans des instances conçues à un moment de notre histoire où l'équilibre du monde différerait radicalement de ce qu'il est aujourd'hui.

Pouvons-nous, raisonnablement, reporter *sine die* la réforme du système des Nations unies, et particulièrement de son organe décisionnel, le Conseil de sécurité? Pouvons-nous continuer à négocier à petits pas la sous-représentation de ces mêmes pays, de ces mêmes continents au sein du FMI?

**Si pertinentes soient les solutions apportées par le G20 aux grands défis économiques d'aujourd'hui, elles ne suffiront pas à pallier les carences politiques, normatives, institutionnelles de la société mondialisée, que rendent plus prégnantes encore notre interdépendance et l'interdépendance des différents problèmes que nous devons affronter**

Pouvons-nous continuer à admettre que les États occidentaux disposent des principaux leviers de commande dans le système multilatéral et maintenir, envers et contre tout, le mode de désignation des responsables des principales organisations financières et économiques?

Pouvons-nous, sans risques, accepter qu'un multilatéralisme élitiste à 20 s'érige toujours plus en directeur mondial au motif que le multilatéralisme à 192 est enlisé?

### Donner la parole aux sans-voix

À nous de mettre en œuvre les réformes nécessaires pour que l'ONU retrouve sa pleine légitimité et sa pleine efficacité, ou — pourquoi pas? — d'imaginer une organisation universelle de troisième génération! Car même si nous nous félicitons de l'initiative du premier ministre Stephen Harper, en qualité de président du G8 et du G20, de consulter les secrétaires généraux du Commonwealth et de la Francophonie, il n'en demeure pas moins que le G20, par définition et par vocation, n'a pas été conçu et créé pour donner la parole aux sans-voix.

Je pense, aussi, dans ce même souci de démocratie et de légitimité, mais aussi de transparence et d'information, à la nécessité d'associer plus activement les acteurs non gouvernementaux à la délibération et, pour le moins, à la préparation des décisions.

Le seul principe des relations directes ou indirectes entre États souverains ne suffit plus, en cette période de mondialisation, à alimenter le pacte démocratique scellé, à l'échelle nationale, entre les citoyens et leurs représentants. [...]

Organiser la participation des organisations non gouvernementales, des maires de grandes

villes, des universitaires, des parlementaires, des médias, à la réflexion et à la gestion de la mondialisation, constitue donc un moyen privilégié, pour les citoyens, d'avoir à nouveau prise sur les décisions qui concernent leur vie quotidienne. [...]

### Diversité des cultures

Il y a une dernière dimension essentielle de la gouvernance mondiale, et pourtant insuffisamment prise en considération aujourd'hui: je veux parler du respect de la diversité des cultures.

La communauté internationale a-t-elle vraiment pris toute la mesure de ce à quoi l'engageait l'adoption d'une Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles? Sommes-nous prêts à en tirer les conséquences politiques?

Sommes-nous prêts à admettre que les normes et les régulations que nous devons mettre en place à l'échelle internationale ne peuvent être que le résultat d'un dialogue, d'une concertation, d'un consensus, d'une synthèse féconde entre des approches, des perceptions et des intérêts différents? Sommes-nous prêts à admettre que des principes communs peuvent s'incarner de manière différente selon les circonstances et les lieux?

N'espérons pas construire un monde juste, prospère, démocratique et apaisé tant que certains prétendent imposer à tous leur système ou leur modèle, présenté comme le meilleur.

Car nous serons alors confrontés à la montée en puissance, par réaction, de modèles concurrents, mais surtout à l'avènement de nouvelles solidarités à caractère communautaire, religieux ou politique. Ce n'est ni par un multilatéralisme élitiste ni par un multilatéralisme communautariste que nous atteindrons à l'universalisme.

Car nous serons alors confrontés à la montée en puissance, par réaction, de modèles concurrents, mais surtout à l'avènement de nouvelles solidarités à caractère communautaire, religieux ou politique. Ce n'est ni par un multilatéralisme élitiste ni par un multilatéralisme communautariste que nous atteindrons à l'universalisme.

### Solidarité

La communauté francophone dispose de tous les atouts pour peser sur l'avènement de cette nouvelle gouvernance mondiale.

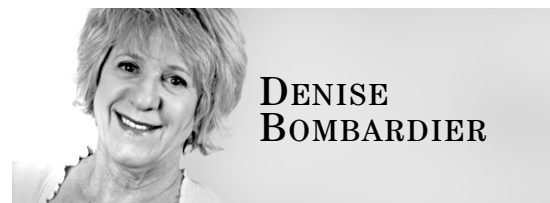
Et tout d'abord de la solidarité qui nous lie. Car il n'y aura pas de gouvernance mondiale possible si les États ne ressentent pas un intérêt mutuel à agir tous ensemble, sans exclusion, tant il est vrai, comme l'affirmait Victor Hugo, que «le propre de la solidarité, c'est de ne point admettre d'exclusion».

Par ailleurs, de par notre diversité, mais aussi nos disparités, nous constituons un espace emblématique de ce que peut être le dépassement des divergences à travers le dialogue et la concertation. [...]

Nous avons, enfin et surtout, la langue pour le dire et l'écrire, à condition, bien sûr, de ne pas être, comme le disait La Boétie, «les artisans de notre servitude volontaire», servitude à la langue dominante, servitude à une modernité présumée qui s'exprimerait dans une langue unique.

Nous devons nous convaincre, nous, francophones, si nous entendons convaincre les autres, que parler français, aujourd'hui, c'est bien autre chose que parler en français. C'est, par-delà le partage de valeurs, de savoirs, d'informations, de savoir-faire, de patrimoines, la volonté de faire prévaloir une vision humaniste, et de faire front uni pour qu'elle trouve à se concrétiser dans l'avenir qui il nous faut réinventer.

## La soif de liberté



**A**u cours de ma vie, j'ai participé à moult colloques ici et ailleurs. Il y a quelque vingt-cinq ans, la mode intellectuelle s'abreuvait au relativisme culturel. J'ai failli m'évanouir un jour en entendant un anthropologue français expliquer avec une assurance hautaine que l'excision des femmes africaines s'inscrivait dans leur culture et qu'elle ne revêtait guère la dimension dramatique que nous, Occidentaux, y décelions. Dans l'esprit de ce «scientifique» et de ses doctes collègues défendant la même approche, nos cris d'orfraie masquaient une nouvelle forme de colonialisme.

D'autres colloques du même genre, souvent financés par les organisations internationales, l'UNESCO au premier chef, s'appliquaient à réunir des défenseurs de toutes ces violations des droits de la personne, de la polygamie à l'inégalité juridique des femmes, de la censure d'État à la mise au silence des dissidents de toutes catégories. À noter qu'en vertu de ce principe de relativisme culturel, nombre d'Occidentaux, étouffés dans leurs sanglots de l'homme blanc si bien décrits par Pascal Bruckner, comptaient parmi les témoins de cette approche en apparence respectueuse qu'on pourrait qualifier de racisme à rebours.

Pour les tenants de ce relativisme, il n'existe pas de valeurs universelles. La liberté, les droits de la personne qui en découlent seraient donc des attributs des sociétés capitalistes. Pour ces défenseurs de l'indéfendable, l'ex-URSS, la Chine de Mao, Cuba, ces dictatures prolétariennes faisaient triompher l'homme nouveau affranchi de ce leurre que sont la liberté et la démocratie à l'occidentale.

L'URSS a éclaté et, même si la Russie et ses ex-satellites peinent à faire triompher les droits de la personne, on a pris depuis la mesure des aspirations populaires. La Chine, quant à elle, s'assure que les verrous ne sautent pas, mais on n'ignore plus la soif de liberté des Chinois que ses dissidents, les jeunes en particulier, expriment avec un courage admirable. En ce qui concerne Cuba, les anciens porteurs de valises de Fidel l'ont depuis longtemps démasqué si bien que le vieux dictateur de la planète ne compte guère que Chávez, la momie nord-coréenne et les nostalgiques du romantisme révolutionnaire parmi ses amis. Qui peut prétendre aujourd'hui que les Russes, les Chinois ou les Cubains n'aspirent pas à la même liberté que nous?

À une certaine époque, on constatait que seules les dictatures de droite pouvaient être renversées. Or le mur de Berlin a mis un terme à la glaciation communiste. Ne restaient donc au XXI<sup>e</sup> siècle que les pays arabo-musulmans, immuables en apparence, verrouillés par le pétrole, des systèmes théocratiques, des monarchies féodales ou des despotes parfois illuminés comme Kadhafi.

Depuis une décennie, la rue arabe nous est apparue exclusivement à travers des foules vociférantes, imbibées des messages de Ben Laden, criant leur haine de l'Occident diabolique et explosant d'une joie satanique devant l'effondrement du World Trade Center. À quelques exceptions près, la dissidence arabo-musulmane semblait muette. Comme si le désir de cette liberté qui nous définit était culturellement antinomique avec la culture arabo-musulmane. C'était là la preuve, encore une fois, de l'inexistence des valeurs universelles, sauf sur papier bien sûr puisque tous ces pays adhèrent à la Charte universelle des droits de l'homme des Nations unies. La liberté servait donc de gargarisme à tous les États tyranniques. N'a-t-on pas vu la Libye diriger la Commission des droits de l'homme de l'ONU?

La rue arabe que l'on a découverte avec une surprise émue, en Tunisie d'abord, puis en Égypte ces derniers jours, est la démonstration éclatante qu'au-delà des cultures, la soif de liberté demeure insatiable et que cette liberté n'a pas de frontières. En ce sens, la fraternité universelle transcende les différences culturelles revendiquées pour mieux soumettre les préjugés qui emmurent, les religions qui instrumentalisent.

Les Tunisiens, les Égyptiens, demain les Syriens, et pourquoi pas les Saoudiens, sont conscients de l'infériorité dans laquelle on les tient à travers le despotisme, la corruption et la peur qui caractérisent leurs pays respectifs. Vivre dans la peur, même une peur diffuse, peut être plus débilant que de vivre dans une pauvreté relative. Vivre dans une société où la corruption est institutionnelle érode la moralité de chacun et engourdit la conscience au point où tenter de s'y soustraire relève de l'héroïsme personnel. Vivre dans un pays où la raison d'État se confond avec desiderata et aux intérêts de celui qui règne en despote transforme le citoyen en vassal. Vivre dans un pays où la liberté de parole est sanctionnée socialement et peut mener jusqu'à l'emprisonnement et à la torture dénature l'homme, de sorte qu'il finit par perdre son sens de l'indignation, ce supplément d'âme qui permet aux êtres de transformer les combats en victoire.

La rue arabe s'est révélée à nous. Ses aspirations sont les nôtres. Mais le chemin de la liberté est déjà ensanglanté et nul ne peut prédire à court terme de combien de morts, de tortures et de répressions il sera marqué. C'est une révolution culturelle arabo-musulmane qui s'annonce et la révolution, sauf au Québec, n'est jamais tranquille.

denbombardier@videotron.ca

### L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Philippe Papineau (pupitre), information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzeiti et Guillaume Bourgault-Côté (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisc (correspondants parlementaires à Québec), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (reporters), information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre), information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Dominique Remy (pupitre), information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Emilie Folie-Boivin (pupitre); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (caricaturiste); Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Paul Cauchon et Benoît Mungser (responsables du site internet), Laurence Clavel (pupitre internet), Marie-Pier Frappier, Emilie Parent-Bouchard et Édenne Plamondon-Emond (commis internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Geneviève Tremblay et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction). DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhérier (Ottawa), Dave Noël (Québec). PUBLICITÉ Sylvain Grimard (directeur adjoint), Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Stéphanie Déziel, Amel Elinam, Veronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filon, Yannick Morin, Nathalie Zemaits. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Sonia Chamberland (en remplacement de Caroline Simard) (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion). ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Veronique Pagé, Monique Proteau.

# LES GRANDS DÉBATS



SYLVAIN MAJEAU TOURISME QUÉBEC

Pour Bernard Vachon, professeur retraité du Département de géographie de l'UQAM, une véritable politique d'occupation du territoire passe par la décentralisation administrative et politique. À ce chapitre, le Québec accuse un important retard par rapport à des pays comme la France, qui, depuis le début des années 1980, a procédé à une décentralisation poussée, inscrite en 2003 dans sa Constitution.

## La complexité des territoires occupés

### Le Québec, c'est près de 500 millions d'arpents, ces grands espaces qu'encore aujourd'hui on a du mal à s'approprier

Il y a les sujets chauds de l'actualité, et il y a les grandes questions qui perdurent au fil des jours, des mois, des années. Pour donner de la perspective à ces questions qui reviennent de façon récurrente, *Le Devoir* lance «Les grands débats», une série mensuelle que signeront à tour de rôle les journalistes de la rédaction.

ROBERT DUTRISAC

«**Q**uelques arpents de neige», écrivait Voltaire. Le territoire du Québec, c'est plutôt 1 667 441 kilomètres carrés, ou près de 500 millions d'arpents, un territoire vaste comme trois fois la France et 40 fois la Suisse, immense espace qu'encore aujourd'hui on a du mal à occuper.

Les termes ont changé: on parlait au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> de colonisation pour désigner les efforts de peuplement au Québec. Dans les années 60, l'État s'est consacré au développement régional, souvent avec des programmes conçus dans les capitales. Puis au début de la présente décennie est apparu dans le discours gouvernemental le terme d'«occupation» du territoire, une expression empruntée aux Français, qui parlent d'occupation dynamique du territoire.

Mais au-delà des changements de vocabulaire, il se dégage aujourd'hui une véritable volonté des régions périphériques de prendre en main leur développement. Avec un coup de pouce de Québec, cependant.

En 1995, André Bérard, alors président de la Banque Nationale, avait soulevé tout un tollé en déclarant dans un discours à saveur néolibérale devant le Canadian Club à Ottawa, que les régions qui n'avaient que du travail saisonnier à offrir à leur population devaient se résigner à fermer. Ce que le banquier avait oublié, c'est que cela avait déjà été essayé. À la fin des années 60, de jeunes technocrates du Bureau d'aménagement de l'est du Québec (BAEQ), imbus des plus récentes théories en matière de développement économique, avaient conçu un plan prévoyant la fermeture de 85 villages de l'arrière-pays, dans l'est du Québec.

On promettait aux habitants, pour la plupart sous-éduqués et réduits à la pauvreté, des emplois et des appartements subventionnés à Matane, à Rimouski ou à Rivière-du-Loup. Dix villages furent fermés; les habitations furent in-

centiées pour empêcher les villageois d'y retourner.

Mais ce plan, qui a entraîné sa part de drames humains, a suscité un mouvement de résistance. Le gouvernement libéral de Robert Bourassa a ensuite opté pour des mesures d'incitation à la relocalisation, sur une base individuelle et volontaire. Parmi les 793 familles subventionnées, 587 ont déménagé dans des centres urbains. L'État subventionnait la dévitalisation des villages reculés.

En rétrospective, les résultats furent désastreux. Pour bien des gens déplacés, ce fut

«**Les ruraux savent très bien qu'ils ont besoin des villes, mais les villes ont oublié qu'elles ont besoin des ruraux.**» - Claire Bolduc, présidente de Solidarité rurale

la perte d'un mode de vie et, comme les emplois promis ne se sont jamais concrétisés, ils furent contraints de vivre de l'aide sociale dans un HLM.

**S'intégrer à Montréal**

En 1991, alors que le Québec traversait une période de ralentissement économique, se déroulèrent les États généraux du monde rural. «Il existait à l'époque un désintérêt assez marqué envers la ruralité. On vivait

dans un climat de morosité», rappelle la présidente de Solidarité rurale du Québec (SRQ), Claire Bolduc. Ces États généraux ont servi de déclencheur. «*C'a créé le mouvement*», estime-t-elle.

C'est d'ailleurs à la suite de cette manifestation que fut créée Solidarité rurale, qui regroupe 173 organismes engagés dans le développement des régions rurales (MRC, municipalités, Centres locaux de développement (CLD), syndicats, Desjardins, etc.).

Un mouvement voué à la mise en valeur des territoires est en effervescence. En avril 2010, à la suite d'une vaste consultation menée par Solidarité rurale, se sont tenues la Conférence nationale sur l'avenir des territoires et une

Rencontre des leaders qui a conduit à la *Déclaration de Shawinigan* préconisant une «*vision globale*» pour habiter, développer, desservir et se réapproprier les territoires.

En juin dernier, SRQ a produit un avis qui recommande «*la signature d'un "pacte national" sur l'avenir des territoires et l'ouverture d'un chantier pour la modernisation de la gouvernance territoriale*».

**La distance qui disparaît**

Pour Claire Bolduc, le gouvernement Charest doit s'appuyer sur le leadership des régions, «*partir de la base*» et placer l'occupation du territoire au cœur de son action. «*Nos territoires, c'est la source de la prospérité de l'ensemble du Québec*», fait valoir Mme Bolduc. Il s'agit d'encourager un développement endogène des régions tout en misant sur leur interdépendance. «*Les ruraux savent très bien qu'ils ont besoin des villes, mais les villes ont oublié qu'elles ont besoin des ruraux*», fait-elle observer.

Le président de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), Bernard Généreux, souligne que l'économie a profondément changé en raison de la mondialisation, et les progrès en matière de techniques de

communication ont fait le reste. «*La distance, qui était une contrainte, est en train de disparaître*», avance-t-il.

«*Il faut sortir du modèle de l'État-papa qui veut tout régimenter et tout régler, pour ramener dans les territoires les lieux de décision. Ça prend des moyens nouveaux*», affirme Bernard Généreux. Des moyens nouveaux accordés aux quelque 100 MRC, ou structures équivalentes, et non pas tant aux Conférences régionales des élus (CRE) qui sont ancrées dans les 17 régions administratives du Québec et au sein desquelles les municipalités de moins de 5000 habitants ne sont pas représentées.

En 2007, le gouvernement Charest mettait en œuvre la Politique nationale de la ruralité, dotée d'une enveloppe de 280 millions pour sept ans. C'était un pas dans la bonne direction, selon la FQM et SRQ, puisque cette politique s'appuyait sur le principe de «*modulation*» pour tenir compte de la diversité des réalités régionales et s'articulait autour de «*pactes ruraux*» signés avec les MRC, ce qui s'assimile aux «*contrats de territoire*» que réclame SRQ.

L'année suivante, le gouvernement Charest s'engageait à adopter une loi-cadre sur l'occupation du territoire. Mais on l'attend encore. En outre, les projets-pilotes de décentralisa-

tion lancés en 2006 par Nathalie Normandeau, alors ministre des Affaires municipales et des Régions, n'ont pratiquement rien donné. Pourtant, 22 MRC s'étaient montrées intéressées.

En revanche, l'avant-projet de

«**Il faut sortir du modèle de l'État-papa qui veut tout régimenter et tout régler.**» - Bernard Généreux, président de la Fédération québécoise des municipalités

loi sur l'aménagement durable du territoire et l'urbanisme, déposé en 2010 et qui accorde aux MRC un pouvoir de planification à long terme, est très bien vu par le milieu.

«*Aujourd'hui, nous souhaitons aller plus loin en nous donnant une vision dynamique et intégrée du développement et de l'occupation des territoires. Aussi, nous entendons maximiser les retombées des interventions de l'État afin qu'elles correspondent encore davantage aux priorités des milieux locaux et régionaux*», a livré au *Devoir* l'actuel ministre Laurent Lessard.

**Pas de réforme Ryan**

Pour Bernard Vachon, professeur retraité du département de géographie de l'UQAM, une véritable politique d'occupation du territoire passe par la décentralisation administrative et poli-

tique. À ce chapitre, le Québec accuse un important retard par rapport à des pays comme la France, qui, depuis le début des années 1980, a procédé à une décentralisation poussée, inscrite en 2003 dans sa Constitution. Le

Québec traîne aussi la patte au regard de la Suisse, de la Suède, du Danemark, de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Italie.

Ce spécialiste en développement territorial signale qu'au Québec, les élus locaux se méfient de la décentralisation. «*Traumatisés*» qu'ils sont par la réforme Ryan. Au début des années 90, le gouvernement Bourassa avait transféré aux municipalités des responsabilités, en voirie notamment, sans leur accorder de ressources financières additionnelles, une réforme dénoncée comme du «*pelletage de factures*».

«*Il est de plus en plus évident que l'État québécois, quel que soit le parti au pouvoir, ne procédera jamais à une véritable décentralisation. La haute technocratie est trop puissante et les ministres ne sont pas suffisamment conscients des avantages de la décentralisation pour une gouvernance moderne du Québec*», juge Bernard Vachon.

*Le Devoir*

## La dévitalisation évitée

Le Québec compte quelque 150 municipalités «*dévitalisées*»: leur population est en déclin et vieillissante, elles ont assisté à la fermeture de leur unique école, l'épicerie et la station-service ont mis la clé sous la porte. De plus, plusieurs centaines d'autres villes sont en voie de dévitalisation.

Avec l'aide que le gouvernement leur a réservée ou encore grâce à des programmes comme les «*laboratoires ruraux*», certaines d'entre elles, à la faveur d'initiatives issues du milieu, sont parvenues à renverser la vapeur.

En 2005, l'école primaire de Saint-Joachim-de-Shefford, un village de 1100 âmes situé à 25 kilomètres de Granby, était périe: seulement cinq enfants étaient inscrits à la maternelle. Une enseignante, Valérie Daigle, appuyée par le maire René Beauregard, a eu l'idée de doter cette école primaire d'une vocation internationale: une première. Aujourd'hui, l'institution accueille près de 180 élèves, soit le double de la fréquentation passée. Des familles sont venues s'installer au village et par effet d'entraînement, une coopérative a rouvert le panneau qui avait fermé ses portes en 2006.

L'école de Saint-Magloire-de-Bellechasse, un petit village de 700 habitants à une heure de Lévis, était également menacée de fermeture. Les citoyens ont décidé de rénover des maisons qui avaient été abandonnées et de les proposer à des familles à prix réduit. On offrait également des emplois. Résultat: une cinquantaine de personnes de plus, dont plusieurs enfants, sont venues s'établir et l'école a été sauvée.

À Val-d'Espoir, en Gaspésie, les citoyens ont misé sur la gastronomie du terroir, avec un label écolo. Le laboratoire rural Produire la santé ensemble offre des repas «*écogastonomiques*» à base d'ingrédients locaux.

À Val-David, c'est l'épicerie Metro qui menaçait de quitter le centre du village pour se relocaliser à quelques kilomètres de là, sur la route 117. Les citoyens se sont mobilisés, l'administration municipale a accepté de payer pour le déplacement du presbytère et l'artiste René Derouin a proposé au propriétaire de l'épicerie d'orner le nouveau bâtiment d'une fresque.

R. D.